

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 12 Décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIAL (La Selle en Luitré)

ZI de l'Aumaillerie
35133 La Selle-En-Luitré

Références : UD35/2024-637
Code AIOT : 0005503398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement AGRIAL (La Selle en Luitré) implanté ZI de l'Aumaillerie 35133 La Selle-en-Luitré. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIAL (La Selle en Luitré)
- ZI de l'Aumaillerie 35133 La Selle-en-Luitré
- Code AIOT : 0005503398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans l'activité de fabrication d'aliments pour animaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des installations de stockage de céréales :
 - formation du personnel chargé de la surveillance des installations ;
 - entretien des installations électriques ;
 - Propreté des installations ;
 - Suivi des travaux par points chauds
 - Détecteurs d'incident de fonctionnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 2 | Équipements à l'origine de départ de feu | Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 7.3.2. | Sans objet |
| 4 | Maintenance | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------|--|-------------------|
| 1 | Culture de sécurité | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 | Sans objet |
| 3 | Empoussièrement | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 | Sans objet |
| 5 | Entretien de l'installation | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté uniquement sur la partie stockage des céréales de l'établissement (installations soumises à la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). L'inspection a notamment contrôlé, par sondage, la conformité des installations de stockage à l'arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

L'Inspection note que l'exploitation des installations de stockage du site est globalement satisfaisante : le personnel chargé d'exploiter les silos est formé aux risques , les installations étaient bien tenues le jour de l'inspection (faible taux d'empoussièrement), les tests réalisés sur les détecteurs d'incident ont été concluants et les installations électriques des installations de stockage de céréales sont correctement entretenues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. |
| Constats : L'exploitation des installations de stockage se fait sous la surveillance de deux personnes. L'une d'elle détient notamment le certificat de qualification professionnelle (CQP) "Agent de silo" depuis 2017, une formation aux risques d'incendie dans les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et une formation "équipier de première intervention" depuis 2022. La seconde personne, qui intervient en renfort lors des périodes de collecte de céréales, a été formée à la conduite des séchoirs et aux risques d'incendie. L'exploitant a indiqué que cette personne sera amenée à suivre la formation nécessaire pour obtenir le CQP "Agent de silo" en 2025. L'inspection encourage fortement à ce que la personne suive en 2025 la formation nécessaire pour obtenir le CQP "Agent de silo" afin qu'elle puisse appréhender les caractéristiques spécifiques des silos et les risques associés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Equipements à l'origine de départ de feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 7.3.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. |
| Constats : L'exploitant a présenté les deux derniers comptes rendus de vérification des installations électriques des installations de stockage : - l'exploitant a présenté les trois derniers certificats Q18 délivrés par la société SOCOTEC en date du 16/12/2022, du 14/12/2023 et du 24/10/2024. Les comptes rendus Q18 associés au stockage de céréales ne font apparaître aucune observation et concluent à l'absence de risque d'incendie ou |

d'explosion ;

- l'exploitant a présenté les deux derniers certificats Q19 délivrés par la société SOCOTEC en date du 14/11/2022 et du 12/01/2024 à l'issue d'un contrôle des installations électriques des installations de stockage du site par thermographie infrarouge :

- en 2022, les contrôles par thermographie infrarouge menés sur les installations en service (armoire TD Local Réception, Châssis et coffret du local TGBT, coffret éclairage du séchoir et le poste HT) ne font pas l'objet de non-conformité. Néanmoins, les installations électriques de l'armoire du séchoir du coffret surpresseur n'ont pas fait l'objet d'une vérification car les installations associées n'étaient pas en service lors de la vérification ;

- en 2024, les installations de stockage n'étaient pas en service, les contrôles par thermographie infrarouge n'ont pas pu être menés.

Ainsi, certaines installations électriques (« armoire séchoir » et « coffret surpresseur » du séchoir) n'ont pas fait l'objet d'un contrôle par thermographie infrarouge depuis deux ans au moins. Des contrôles des installations électriques réalisés lorsque le séchoir n'est pas en service ne permettent pas de s'assurer de l'absence d'échauffement anormaux pouvant être à l'origine de départ incendie au sein de l'ensemble des installations électriques du séchoir.

Dans un délai de deux mois, l'exploitant transmettra le plan d'actions mis en place pour s'assurer que l'ensemble des installations électriques des installations de stockage sont vérifiées annuellement afin de s'assurer qu'elles ne sont pas à l'origine d'échauffements anormaux pouvant être à l'origine de départ incendie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement et nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Lors de la précédente inspection, les constats suivants avaient été relevés :

- les installations étaient propres ;

- la procédure Secu 06 Version 1 traite des opérations de nettoyage des installations et de leur fréquence. Cette procédure prévoit que ce nettoyage peut être réalisé indifféremment à l'aide de

la centrale d'aspiration, d'un balai (installations arrêtées ou permis de feu établi) ou d'une pelle à grain.

Observation 2021-02 : les consignes de nettoyage doivent préciser que le nettoyage des poussières doit être réalisé par le vide (avec aspirateurs ou centrale d'aspiration) et que le nettoyage manuel des poussières avec des balais est exceptionnel.

Le jour de l'inspection, le 27/11/2024, il a été constaté que :

- les installations de stockage étaient propres et faiblement empoussiérées ;
- la procédure Secu 06 Version 1 était toujours affichée. L'exploitant a néanmoins précisé que le nettoyage était réalisé au moyen d'aspirateurs reliés à la centrale d'aspiration ;
- les dates de nettoyage sont clairement indiquées dans un registre informatique.

Dans un délai de quinze jours, l'exploitant doit mettre à jour la consigne Secu 06 afin de préciser que le recours à d'autres dispositifs de nettoyage que la centrale d'aspiration tels que l'utilisation de balais doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un permis feu mis en place pour des travaux par points chauds nécessitant du meulage : "installation électrique microdosage". Les travaux ont débuté le 08/10/2024 et sont toujours en cours. Néanmoins, il a été constaté que les rondes permettant de vérifier l'absence de fumées ou de feu après des travaux réalisés par point chaud n'étaient pas tracées par l'exploitant ce qui ne permet pas d'attester de leur réalisation.

L'Inspection rappelle l'importance de nommer, avant le début des travaux par point chaud, une personne dûment formée et chargée de réaliser la surveillance des installations après la cessation des travaux.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant précisera l'organisation mise en place pour s'assurer qu'après la fin de tous travaux par point chaud, les rondes de vérification sont correctement réalisées. Cette organisation permettra en particulier de nommer, avant le début de tous travaux par point chaud, une personne dûment formée aux règles de sécurité pour réaliser cette ronde de vérification.

Pour rappel, l'accidentologie générale montre la survenue fréquente d'incendie après travaux par point chaud. Il est donc essentiel de maintenir une surveillance rigoureuse des installations après la cessation des travaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

Constats :

Système de dépoussiérage du silo "palplanche"

L'exploitant utilise des aspirateurs reliés à une centrale d'aspiration pour dépoussiérer les installations du silo palplanche.

Système de transport du silo "palplanche"

Les systèmes de transport sont capotés et équipés de dispositifs permettant de détecter un incident : contrôleur de rotation, détecteur de déport de sangle, détecteur bourrage.

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales n'appelle pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite